

Les économies syriennes : une prospérité temporaire ?

Ahmad Al Ajlan

Certaines personnes déplacées et leurs communautés d'accueil ont bénéficié économiquement des conséquences du conflit dans la province syrienne de Raqqa. D'autres ont besoin de soutien – et le type de soutien nécessaire changera à mesure que changeront les circonstances.

Lorsque la guerre civile a éclaté en 2011, Raqqa au nord-est de la Syrie n'était pas directement engagée dans le conflit, et pour cette raison de nombreux Syriens d'autres provinces – comme Deir ez-Zor, Homs et Hama – ont fui à Raqqa. Ils se sont principalement installés dans la ville de Raqqa où la population qui avant la guerre était d'environ 220 000 habitants avait pratiquement doublé en 2012 suite à l'afflux de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI). Cette situation a créé une pression immense sur l'infrastructure fragile de Raqqa mais aussi des possibilités d'emploi pour un grand nombre de personnes. Lorsque Raqqa a été capturée par ISIS – le soi-disant groupe État islamique – en 2014, la ville a connu une courte période de recrudescence d'activité commerciale, pour deux facteurs principaux : premièrement, Raqqa est devenue la capitale d'une région très étendue de la Syrie et de l'Iraq contrôlée par ISIS, et deuxièmement, ISIS n'a pas imposé de prix spécifiques pour les biens de consommation, et n'a pas non plus imposé d'impôts (à l'exception de la *zakât*¹).

Mais cet essor commercial de la ville n'a été que de courte durée. L'augmentation de la fréquence des raids aériens a contraint de nombreux civils à quitter la ville. Certains d'entre eux sont partis au Liban ou en Turquie, mais bien plus nombreux encore sont ceux qui se sont déplacés vers de plus petites villes et villages environnants, et se sont installés chez des proches. Des villes comme Al-Mansoura, Al-Rashid, Al-Qahtaniyah et Al-Jurnia ont repris le rôle économique joué auparavant par la ville de Raqqa. La population de ces villes s'est accrue, les marchés se sont multipliés, les petites échoppes ont vu leurs ventes augmenter, et de nouveaux commerces ont été construits. Certaines familles ont bénéficié d'une nouvelle source de revenus en louant des chambres aux personnes déplacées.

Les habitants ont tiré avantage, non seulement des nouvelles possibilités économiques créées par la présence de ces personnes déplacées, mais aussi par l'absence d'une autorité forte dans la région. Pendant des dizaines d'années, les habitants avaient dû obtenir la permission du gouvernement central à Damas ne serait-ce que pour construire une échoppe sur leur propre terrain, et l'obtention

d'une telle autorisation n'avait été ni aisée, ni bon marché. Les gens, particulièrement ceux qui se trouvaient dans les zones rurales autour de Raqqa, ont bénéficié de l'élimination de ces obstacles pour construire des maisons et des petits commerces.

Il y a eu des gagnants, mais il y a eu, bien entendu, des perdants. De nombreuses personnes ont vu leurs sources de revenus supprimées par la guerre, celles par exemple qui faisaient du commerce entre les zones rurales et la ville, et celles qui dépendaient de la location de terrains et de logements au moment où des milliers de personnes ont dû fuir Raqqa abandonnant absolument tout derrière eux. Très peu d'assistance réussit à parvenir aux familles de déplacés à Al-Jurnia, tout comme dans les autres villes de la province de Raqqa, qui n'ont reçu qu'un faible soutien financier, et cela, seulement deux fois en une année. En conséquence, les enfants de ces familles ont été obligés de vendre des légumes et du pain dans la rue. Les veuves sont particulièrement touchées dans la mesure où cela signifie généralement la perte du soutien de famille, et beaucoup d'entre elles ont été obligées de se remarier.

Depuis la retraite d'ISIS de Raqqa fin 2017, le court essor économique est terminé et les circonstances ont changé une fois de plus pour tout le monde. La plus grosse erreur faite par la communauté internationale concernant la situation humanitaire actuelle à Raqqa est que l'assistance fournie consiste principalement en l'envoi de nourriture et de petites quantités d'argent. Ce type d'aide est rapidement consommé. Le soutien devrait plutôt se concentrer sur la reconstruction de l'infrastructure : routes, systèmes d'irrigation, hôpitaux et écoles (et, par la suite, le dégagement des mines laissées par ISIS dans la ville de Raqqa). De cette manière les habitants seraient beaucoup plus à même de produire ce dont ils ont besoin et de rétablir leurs moyens de subsistance, plutôt que de dépendre d'une assistance extérieure.

Ahmad Al Ajlan ahmad.ajlan@uni-bielefeld.de
Ancien habitant de la province de Raqqa, actuellement chercheur à l'Institut de recherche interdisciplinaire sur le conflit et la violence de l'Université de Bielefeld www.uni-bielefeld.de/ikg/

1. La *zakât* est une « aumône légale », une forme d'obligation ou taxe religieuse prescrite par l'Islam.